

Témoignage d'un DU sur le système des coûts complets appliqués à un organisme de recherche.

DU depuis 2008 d'une UMR, j'ai rejoint l'Université il y a une vingtaine d'année en provenance d'un EPIC pratiquant la méthode des coûts complets et la comptabilité analytique que l'on envisage d'imposer au CNRS et, de facto, à toutes les UMR. J'ai passé une dizaine d'années dans cet EPIC.

J'ai quitté cet établissement, justement en raison de son mode de gestion qui n'est pas neutre puisqu'il coupe court à toute créativité scientifique. J'y étais complètement bridé dans le développement de mes recherches.

Dans un tel système il n'est plus possible de faire de la recherche libre puisque chaque employé considéré comme « productif » (chercheur, ingénieur, technicien, ouvrier...) doit remplir une fiche hebdomadaire d'activité sur laquelle il doit ventiler ses heures de présence au travail sur un certain nombre de comptes répertoriés par des numéros (le coût des « non productifs » (administratifs) étant ventilé sur les productifs !...). Pour vérifier la véracité du temps de présence il y a bien sur une pointeuse et des feuilles de mission à faire contresigner par le responsable hiérarchique.

Chaque compte d'imputation a un responsable et se voit alloué annuellement un certain budget. Les comptes peuvent être associés à des contrats de recherche ou à une part, définie par une instance ad hoc, du budget récurrent de l'établissement. Tout le monde ne dispose donc pas d'un ou plusieurs comptes, mais chacun doit imputer ses heures de présence et donc obtenir d'un responsable de compte de pouvoir imputer, moyennant travail sur son projet... Donc : pas de compte = pas de projet, un scientifique doit obtenir l'accord d'une autorité administrative pour disposer d'un compte crédité (ou trouver un contrat à l'extérieur).

Les conséquences que j'ai pu constater pour cet établissement avec lequel je continue de fait à avoir des contacts réguliers (il est toujours dans mon domaine de recherche) sont les suivantes :

- il y a 20 ans c'était un établissement de réputation internationale en terme de recherche prospective dans ses domaines de compétences. Plusieurs équipes étaient à la pointe des recherches dans leur domaine.
- Aujourd'hui c'est un établissement de recherche appliquée, au service de l'industrie. On y fait des essais et des calculs.
- la plupart des scientifiques l'ont quitté pour laisser la place à des gestionnaires de projets.
- le système de gestion mis en place a conduit à la réduction de la part de budget récurrent et au développement du financement contractuel.
- Cette large part de financement contractuel consomme une part significative du financement récurrent au titre de complément pour couvrir les dépassements de budget des contrats (les contractants extérieurs ne sont pas fous et tirent les prix vers le bas), de sorte que la part réellement disponible pour la recherche à risque se réduit à quasiment rien.

Je peux affirmer aujourd'hui sans ambiguïté que les recherches que j'ai pu développer dans le cadre de l'UMR à laquelle j'appartiens (notamment avec le soutien du CNRS), recherches qui

bénéficient d'une bonne reconnaissance internationale, n'auraient pas pu voir le jour dans le cadre précédent, car trop fondamentales et à trop long terme.

Je peux également me permettre d'affirmer que l'argument avancé de la justification des coûts pour les contrats européens est un faux argument (j'ai coordonné 3 STREP de différents programmes cadre et participe en permanence à plusieurs projets européens). On peut très bien justifier les coûts de ces recherches sans avoir recours à une comptabilité analytique. Ces contrats ne justifient donc en rien l'application de la méthode des coûts complets à l'ensemble du CNRS.

Je souhaite, par ce témoignage attirer l'attention de l'ensemble de mes collègues sur les dangers de la mise en place d'un tel système pour la recherche CNRS et universitaire.